

Repenser l'ensemble du système de répartition des richesses ; en finir avec les inégalités

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à de grandes inégalités de biens entre les pays comme entre les individus. L'extrême richesse et la pauvreté se développent parallèlement. Le désastre financier, économique, social et environnemental engendré par le système libéral doit nous interpeller sur la répartition des richesses. La création de richesse n'est pas fondamentalement injuste mais c'est la manière dont les richesses sont utilisées par ceux qui les détiennent qui le sont parfois. A qui et comment sont redistribuées les richesses ? Pourquoi les inégalités continuent de se développer ?

Depuis 1997, les salaires n'ont augmenté que de 1% de plus que l'inflation en moyenne par tête et par an. Dans notre pays, la main mise du Capital sur les richesses créées s'est fortement accentuée ces trente dernières années. En France, 10% de la population possède l'équivalent des ressources des 90 autres % de la société. Un patron du CAC 40, dont le salaire annuel a triplé depuis 1998, touche en moyenne en un jour ce qu'un ouvrier gagne en un an. 8 millions de travailleurs perçoivent un salaire inférieur au seuil de pauvreté. Un « très riche » gagne donc autant qu'un million de ses semblables.



Plus encore, depuis le début des années 80 les plus riches, grâce à leur patrimoine (notamment immobilier) dont la valeur a explosé ces dernières années, le deviennent davantage, au détriment de tous les autres.

En France, les inégalités dans la répartition des richesses se mesurent dans l'écart de revenus mais surtout dans la faussée qui persiste entre les bas salaires et les hauts salaires. Entre 1996 et 2006, les 10% des salariés les moins rémunérés ont gagné 131€ de plus, les 0,1% les mieux rémunérés, 5426€. Les cadres supérieurs, avec un salaire mensuel net de 3 997 € en moyenne, touchent 2 fois plus que la moyenne des salariés et 2,9 fois plus que les ouvriers. L'écart entre catégories sociales est considérable.

Au sein des revenus du travail, les inégalités salariales se sont en effet accrues, en lien avec le développement des emplois précaires. De plus, s'il est indéniable que les ressources sont inégalement distribuées en matière de salaires, il en est de même pour les revenus. En effet, entre 1996 et 2005, alors que les 10 % les plus pauvres ont gagné 1 137 € de plus par an (après inflation), les 5 % les plus aisés ont engrangé plus de 6 000 € supplémentaires précaires (notamment par le biais des stock-options). Les inégalités de revenus sont en progression surtout quand on observe l'enrichissement des ménages qui sont en haut de l'échelle. En 1975, les salariés de cinquante ans gagnaient en moyenne 15 % de plus que les salariés de trente ans. Aujourd'hui, l'écart est de 40 %.

Les jeunes d'aujourd'hui subissent d'avantage que les autres les conséquences de la crise. Chez les jeunes, la situation est bien pire. Derrière une apparente homogénéité, la jeunesse révèle des situations très différentes selon les milieux sociaux, et ceux qui ne disposent d'aucun diplôme subissent bien davantage que les autres les conséquences des maux de la société.

Nous voyons bien à travers ces constats que notre combat pour l'égalité doit se mesurer directement en termes de répartition des richesses.

La droite à travers son idéologie libérale considère le travail comme un simple facteur de production ; comme un coût, une variable d'ajustement au service d'un idéal : la recherche de profit immédiat. Le travail est la source des enrichissements fabuleux dont profitent quelques-uns. Nous ne partageons pas cette vision à court terme qui n'est profitable qu'à quelques-uns. Le vrai combat est de repousser l'idée selon laquelle la seule logique qui prévaudrait serait de privilégier le capital au détriment du travail : de valoriser les droits et les pouvoirs des salariés.

Une répartition des richesses plus juste doit aussi passer par une fiscalité juste, plus progressive (augmenter le nombre de tranches, élargir l'assiette des recettes,...). Nous devons nous poser les bonnes questions. Les modalités de redistribution réduisent-elles vraiment les inégalités et la pauvreté en France? Les Français contribuent-ils de façon proportionnelle en fonction de leurs revenus ? Par ailleurs, la seule réforme fiscale appliquée par le gouvernement constitue un recul sans précédent en matière d'égalité fiscale. En réalité, le pouvoir a favorisé ses amis, les plus fortunés, les possédants au détriment de l'immense majorité :les salariés, les employés, les ouvriers.

On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les salariés mais rien qu'en supprimant le paquet fiscal, ce seraient 15 milliards de ressources disponibles dans l'immédiat. Nous devons tendre vers une hausse significative des salaires, passant par l'augmentation du SMIC à 1500€.

Par ailleurs, la crise économique frappe durement les moins favorisés : les jeunes, les retraités, les chômeurs,... Dans ce contexte, nous devons avoir une orientation en matière d'emploi volontariste et innovante. A la différence de la droite, nous pensons que le temps de travail se partage : on n'offre pas de travail aux jeunes, on met au chômage de nombreux salariés de plus de cinquante ans quand en même temps le gouvernement théorise qu'il faut :augmenter la durée de cotisation pour les retraites et travailler plus pour gagner plus. Cette politique conduit inéluctablement à l'explosion du chômage. Les salariés français, selon toutes les enquêtes internationales, sont les plus productifs du monde, notamment depuis la dernière réforme socialiste du passage au 35 Heures. La France doit mener une révolution et un mouvement profond de sa façon de penser le travail. Nous devons poursuivre la réduction du temps de travail, et moyenne échéance assurée un passage au 32 heures. Aussi, nous pensons qu'une des meilleures armes pour rééquilibrer la répartition des richesses produites, c'est la réduction du temps de travail (sans que les salaires en soient diminués).

Dès le milieu du XIXe siècle, la réduction du temps de travail est au cœur des luttes du mouvement ouvrier. En cent ans, la durée de travail a été divisée par trois. La mise en place des 35 heures a fait émerger « le goût du temps pour soi » mais a aussi instauré une nouvelle organisation des temps de la vie. La RTT n'est pas seulement un vecteur d'emplois mais est la condition indispensable d'une amélioration des conditions de travail (notamment pour les classes populaires et les travailleurs qui effectuent des tâches pénibles ou intenses). Il est important de rappeler que l'activité humaine ne se réduit pas au travail mais doit laisser place au développement d'autres activités très nécessaires aussi au bien-être individuel qu'à la réalisation de soi. La société du temps libéré doit passer par une nouvelle vision du travail. Cette société que nous voulons émancipatrice reste encore à inventer. Les choses évoluent très lentement et les inégalités ne cessent de se creuser.

Afin de rompre avec cette vision productiviste du travail, nous proposons d'approfondir et d'élargir de manière significative la réduction du temps de travail : nous défendons les 32 heures et la semaine de quatre jours. Nous proposons d'accorder un vrai statut aux activités non productives (syndicales, associatives, politiques, ...). Nous souhaitons également promouvoir une gestion plus libre du temps, tout au long de la vie, qui permettrait à chacun d'interrompre son activité pour se consacrer à des projets personnels et collectifs. Donner une autre place au travail dans la société, c'est donner accès à l'homme à son espace de créativité: c'est la société du temps libérée.